

Benoît XVI mise sur M. Sarkozy pour défendre en Europe les valeurs de l'Eglise

jeudi 20 décembre 2007, par [TINCQ Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2007).

Voir sur le même sujet dans la rubrique « Religion » : [Nicolas Sarkozy veut remettre la religion au cœur de la vie de la cité.](#)

D'un côté de la bibliothèque du palais pontifical, un pape âgé (80 ans), homme d'étude et de prière, timide et réservé, hanté par l'« apostasie » de l'Europe, son abandon de la foi et de ses valeurs chrétiennes. Un pape allemand qui aime citer son compatriote Goethe (1749-1832) : « *L'Europe est née en pèlerinage et sa langue est le christianisme.* » Une Europe qui, par la « dictature du relativisme », risque demain d'être « mise en congé de l'Histoire ».

De l'autre, un jeune président (52 ans) d'une République laïque, se disant de culture catholique mais ne fréquentant pas régulièrement les églises, capable de citer de vieux poètes chrétiens, Péguy et Claudel, au panthéon des gloires de la France, de faire sauter les tabous d'une laïcité « *qui n'est pas l'adversaire des religions* », d'écrire un livre sur *La République, les Religions, l'Espérance* (Le Cerf, 2003), d'assister aux obsèques de Frère Roger de Taizé, de l'Abbé Pierre, du cardinal Jean-Marie Lustiger.

Benoît XVI et Nicolas Sarkozy devaient se rencontrer pour la première fois, jeudi 20 décembre, au Vatican. C'est peu dire que cette visite du président français est attendue. Entre la France et le Saint-Siège, les relations ont toujours été en dents de scie. Sans remonter aux batailles sur l'école catholique, l'avortement ou le pacs, le dernier épisode fut le vote, en 2004, d'une loi interdisant les signes religieux à l'école, ressentie comme l'ultime avatar d'une laïcité essoufflée. Depuis, à Rome, la routine est de se lamenter sur l'amnésie de la « fille aînée de l'Eglise ».

Le 6 mai, ce pape a salué la victoire présidentielle de Nicolas Sarkozy, à laquelle avait contribué une large majorité d'électeurs catholiques (50 % au premier tour). Le Vatican avait apprécié sa campagne sur les « valeurs » aux accents barrésiens, ses références à l'héritage chrétien de la France et de l'Europe (Jeanne d'Arc, Mont-Saint-Michel), ses réserves à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE), sa défense de la famille traditionnelle, son hostilité au mariage homosexuel.

Depuis, la Rome papale loue « *l'homme de convictions* » et sa pratique d'une « *saine laïcité* », celle qui ne réduit pas la religion au seul espace privé, mais lui donne toute sa place - y compris à l'islam que l'ancien ministre de l'intérieur a contribué à organiser avec le Conseil français du culte musulman (CFCM) - dans le débat public.

Bref, le pape mise sur une France appelée, dans un semestre, à présider l'UE. Il saura gré au président français de tenir bon sur la Turquie, sur l'obligation faite à l'Union, dans le mini-traité, de « *maintenir un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les Eglises* » (article 15). Entre le Quai d'Orsay et la diplomatie vaticane, une concertation s'est également ébauchée sur le Liban (et le rôle

du cardinal Nasrallah Sfeir, patriarche des maronites), puis sur le Proche-Orient, notamment sur le dossier israélo-palestinien.

L'Elysée a tenu informée la Curie de ses efforts visant à la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt. A maintes reprises, Benoît XVI a dénoncé l'apathie du monde devant les tragédies africaines et devait aussi entretenir son hôte de la situation au Darfour et de son projet d'Union méditerranéenne.

De son côté, le président Sarkozy entend aller au bout de ses propositions iconoclastes en vue de desserrer le corset de la « séparation » Eglises-Etat dans le sens d'un financement public des lieux de culte (la commission Machelon), de relancer la commission de dialogue entre Etat et Eglise (qu'avait créée Lionel Jospin). Sans complexes, mais sans en rajouter, il s'entoure de personnalités connues pour leur étiquette catholique : le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant, la directrice de cabinet Emmanuelle Mignon, le premier ministre François Fillon, le secrétaire d'Etat à la coopération Jean-Marie Bockel. Ou encore la ministre du logement, Christine Boutin, qui a engagé un prêtre dans son cabinet.

M. Sarkozy ira à Rome entouré de personnalités catholiques engagées. Il prendra enfin possession de son siège de « chanoine honoraire » de la basilique de Saint-Jean-de-Latran qui revient de droit au président français. « *M. Sarkozy s'inscrit dans la continuité des chefs d'Etat français conscients d'un lien à maintenir entre l'Eglise et sa fille aînée* », commente-t-on à Rome.

Alors, bien sûr, il y a le revers de la médaille : ses positions éthiques encore floues, sa politique du logement et celle de l'immigration (expulsions, test ADN) qui suscite des critiques régulières de l'épiscopat à qui le ministre de l'immigration et de l'intégration, Brice Hortefeux, vient de proposer, dans une lettre courtoise, un dialogue suivi. Puis, murmure-t-on au Vatican, il y a son goût pour les « paillettes », sa fréquentation des « riches », ses deux divorces, et maintenant sa liaison avec l'ancien mannequin Carla Bruni. « *Les rumeurs des derniers jours sur M. Sarkozy nous laissent quand même perplexes* », lâche un officiel de la Curie. Mais la vie privée du président n'entrera pas au Vatican. « *On reçoit la France, pas un homme politique en particulier*, souligne un cardinal de Curie. *La situation maritale de M. Sarkozy n'est absolument pas entrée en ligne de compte dans la préparation de cette visite.* »

Enthousiasme prématuré ? On dit à Rome qu'une page nouvelle s'ouvre dans l'histoire des relations entre la France et le Vatican. Benoît XVI devrait réserver au président français la primeur de l'annonce de sa première visite dans l'Hexagone à l'automne 2008. Il ira à Lourdes, peut-être aussi au Mont-Saint-Michel cher à Nicolas Sarkozy, sans doute à Paris dont l'archevêque, André Vingt-Trois, vient d'être élu à la présidence de la Conférence des évêques et à qui la place de M^{gr} Lustiger à l'Académie française serait déjà réservée.

DES LIENS ÉTROITS

VISITES DE PRÉSIDENTS FRANÇAIS.

Valéry Giscard d'Estaing, hôte de Paul VI (1963-1978) en 1975. François Mitterrand et Jacques Chirac, sous Jean Paul II (1978-2005) en 1982 et 1996.

VISITES DU PAPE.

La France fut l'un des pays les plus visités (sept fois) par Jean Paul II : de Paris en 1981 à Lourdes en 2004, en passant par Strasbourg (1988), Reims et Tours (1996) et les Journées mondiales de la jeunesse à Paris en 1997.

REPRÉSENTATION FRANÇAISE À LA CURIE ROMAINE.

Outre les cardinaux Paul Poupard et Roger Etchegaray (à la retraite, mais influents), M^{gr} Dominique Mamberti est devenu en 2006 « ministre des affaires étrangères » du pape, le cardinal Jean-Louis Tauran président du Conseil pour le dialogue interreligieux. M^{gr} Jean-Louis Bruguès (ex-évêque d'Angers) vient d'être nommé numéro 2 de la Congrégation de l'éducation catholique.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 20.12.07. LE MONDE | 19.12.07 | 13h19 • Mis à jour le 19.12.07 | 14h31.